

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Fourniture et installation d'équipements audiovisuel
dans le cadre du projet de Réhabilitation du Bâtiment
8 – Caserne d'Espagne à Auch**

N° du CCAP : 25GERS01L

Maître d'ouvrage :

SARL IMMOBILIERE JUILLAN

Place Jean-David

32000 AUCH

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires.....	4
1.4 - Dispositif de vigilance	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Intervenants	5
3.1 - Conduite d'opération.....	5
3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage.....	5
3.3 - Maîtrise d'œuvre	5
3.4 - Contrôle technique.....	5
3.5 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur	5
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 - Délai d'exécution	6
5.2 - Calendrier prévisionnel et calendrier détaillé d'exécution des travaux	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix	6
7 - Garanties Financières	6
8 - Avance.....	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	7
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
9.3 - Délai global de paiement	8
9.4 - Paiement des cotraitants	8
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
9.6 - Approvisionnement	8
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	9
10.2 - Implantation des ouvrages	9
10.3 - Préparation et coordination des travaux	9
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	9
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	9
10.4 – Travaux exécutés sur un chantier en cours – coordination et coactivité.....	9
10.5 - Etudes d'exécution	9
10.6 - Installation et organisation du chantier.....	9
10.7 – Stockage du matériel sous la responsabilité du titulaire	10
10.8 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	10
10.8.1 - Gestion des déchets de chantier.....	10
10.8.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	10
10.8.3 - Documents à fournir après exécution	10
11 - Développement durable.....	10
12 - Réception.....	11
12.1 - Réception des travaux.....	11
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	11
12.1.2 - Epreuves concluantes	11

13 - Pénalités.....	11
13.1 - Pénalités de retard.....	11
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	12
14 - Assurances.....	12
15 - Clause de réexamen.....	12
16 - Résiliation du contrat.....	13
16.1 - Conditions de résiliation.....	13
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
17 - Règlement des litiges et langues.....	13
18 - Dérogations.....	14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la fourniture et l'installation d'équipements audiovisuel dans le cadre du projet de Réhabilitation du Bâtiment 8 – Caserne d'Espagne à Auch.

Les objectifs principaux sont de :

- Concevoir des solutions pour une exploitation avec un usage simplifié au maximum pour les utilisateurs internes et externes.
- Permettre que ces différents espaces puissent être utilisés en interne ou pour la location externe
- Proposer une architecture d'équipements homogène et ayant une capacité de suivi et de maintenance important pour assurer une longue durée de vie à l'installation.
- Proposer des systèmes de connexion sans fil équivalent à ceux existant dans le parc actuel de la DSI pour homogénéiser les usages.

Le projet implique de prendre en compte et d'intégrer l'ensemble des contraintes bâtementaires dans les solutions proposées :

- S'adapter au maximum à l'infrastructure CFO CFA aux vues de l'avancée du projet en partant d'une analyse approfondie des plans existants au dernier Indice.
- Limiter les contraintes de supportage sur les éléments bâtementaires (bâtiment à forte valeur patrimoniale et contrainte de paroi en terre crue chauffante).

L'intégration des équipements pour le lot Audiovisuel est répartie sur 3 niveaux dans le Bâtiment dans les conditions définies dans le CCTP.

Lieu d'exécution :

Bâtiment 8 - Caserne Espagne
53 Av. de l'Yser
32000 Auch

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément à l'article L2113-11, l'accord-cadre n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 - Dispositif de vigilance

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5, D.8222-7 et D.8254 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne de mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF)

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le calendrier d'exécution des travaux
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- les actes spéciaux de sous-traitance (hors marché de fourniture) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistant à maîtrise d'ouvrage désigné pour les travaux d'installation d'équipements audiovisuels est :

AMO AUDIOVISUEL

MTCE

11 rue Edgar Poe
86240 Fontaine Le Comte
Téléphone : 05 49 00 10 76
mtce@mtce.fr

Pour les missions suivantes : pour le suivi de chantier sont prévues une réunion préparatoire, deux visites de chantier intermédiaires, une visite de réception et une visite de levée des réserves.

3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Atelier Architecture AIROLDI

6 Rue Eugène Sue
32000 Auch

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est décomposée comme suit :

- Missions de base : ESQ – APS – APD – PC – PRO – DCE – ACT – VISA – DET – AOR – SSI – STD – FLJ – BDO – EXE PARTIELLE.
- Missions complémentaires : OPC – SIGNALETIQUE.

3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique désigné pour l'opération de réhabilitation est SOCOTEC Construction SAS, 13 ter Place du Maréchal Lannes – 32000 AUCH.

3.5 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour l'opération de réhabilitation sera assurée par SOCOTEC Construction SAS, 13 ter Place du Maréchal Lannes – 32000 AUCH.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Délai d'exécution

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

5.2 - Calendrier prévisionnel et calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier d'exécution des travaux.

Le titulaire s'engage à respecter le calendrier d'exécution des travaux validé par les deux parties lors de la réunion de lancement du marché et sur la base du calendrier prévisionnel des travaux fourni par le candidat dans son offre. Le calendrier prévisionnel des travaux, une fois validé par les deux parties, devient le calendrier d'exécution des travaux et acquiert valeur contractuelle.

Ce calendrier détaillé d'exécution met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution. Après acceptation par chaque titulaire, dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation, il est visé par le maître d'œuvre puis notifié aux titulaires.

Au cours du chantier et avec l'accord du ou des titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service aux titulaires.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes sur toute la durée du marché.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du maître d'ouvrage notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

Dans le cadre du décompte mensuel, les situations de paiement seront établies comme suit :

- Situation initiale : dès l'arrivée de l'ensemble du matériel sur site, sur la base du bon de livraison, de la constatation par la CCI, et de la facturation correspondante.
- Situation intermédiaire à 90 % : à la réception des installations.
- Solde : à la levée des réserves.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont transmises par mail ou par courrier adressé au maître d'ouvrage. Lorsqu'une facture est transmise par tout autre moyen, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 396 020 265 00023.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9.6 - Approvisionnement

Pour l'application de l'article 10.4 du CCAG-Travaux, il est précisé que les approvisionnements (et leurs prix) prévus dans les pièces (financières) du contrat peuvent figurer dans les décomptes mensuels. A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, le titulaire ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété. Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché tel que défini dans le calendrier détaillé d'exécution des prestations.

Délai prévisionnel de préparation du dossier EXE : S1 à S4 et délai de préparation des travaux du S4 au début de l'installation.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et calendrier détaillé d'exécution des travaux ».

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire s'engage à respecter les conditions CSPS et les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.4 – Travaux exécutés sur un chantier en cours – coordination et coactivité

Le présent lot est exécuté sur un chantier déjà en cours, comportant plusieurs autres lots dont les prestations sont réalisées concomitamment.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance de cette situation et s'engage à adapter l'exécution de ses prestations à l'avancement des autres corps d'état, dans le respect du planning général établi par le maître d'œuvre.

Il participe, à la demande du maître d'œuvre, aux réunions de coordination de chantier et se conforme aux directives du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS).

Le titulaire prend toutes dispositions pour ne pas gêner l'exécution des autres lots, ni détériorer les ouvrages déjà réalisés. En cas d'intervention dans des zones finies ou occupées, il met en œuvre toutes les protections nécessaires et rétablit les lieux à l'identique après intervention.

Aucun retard ou surcoût ne pourra être imputé au maître d'ouvrage du fait des contraintes liées à la coactivité, sauf sujétion imprévue ou faute du maître d'ouvrage reconnue conformément au CCAG Travaux.

Le titulaire informe sans délai le maître d'œuvre de toute difficulté de coordination susceptible d'affecter le bon déroulement du chantier.

10.5 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

Le titulaire contrôle le dossier technique et effectue des modifications si nécessaire après avis de l'AMO et après accord préalable du maître d'ouvrage et après avis de l'AMO.

10.6 - Installation et organisation du chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

10.7 – Stockage du matériel sous la responsabilité du titulaire

Conformément aux dispositions du CCAG Travaux, le titulaire est responsable, jusqu'à la réception des ouvrages, de la garde, du stockage et de la préservation du matériel, des équipements et fournitures nécessaires à l'exécution du marché.

Le stockage est privilégié à l'intérieur du bâtiment objet des travaux, sous réserve que les conditions de sécurité, d'accès et de coactivité le permettent. Lorsque cette solution n'est pas possible, le titulaire organise, sous sa responsabilité, un stockage temporaire sécurisé, adapté à la nature du matériel et conforme aux prescriptions du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) s'il y en a et aux consignes du maître d'ouvrage.

En cas de difficulté ou d'impossibilité de stockage sur le site, le titulaire en informe sans délai le maître d'ouvrage et lui propose toute mesure alternative permettant d'assurer la sécurité et la continuité des prestations.

Le titulaire demeure responsable de toute perte, vol ou détérioration du matériel jusqu'à son utilisation effective, sauf en cas de force majeure ou de sujétion imprévue reconnue dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

Il tient à jour les éléments de traçabilité du matériel et s'assure du respect des consignes de sécurité applicables. Le maître d'ouvrage ou son représentant peut à tout moment procéder à la vérification des conditions de stockage, sans que cette vérification ne dégage le titulaire de sa responsabilité.

10.8 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.8.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.8.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

10.8.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 3.6.1 du CCTP, et ce dans les conditions définies à cet article.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

11 - Développement durable

Le titulaire s'engage à respecter les performances en matière de développement durable et responsabilité sociétale de l'entreprise pour l'exécution des prestations tel que défini dans son cadre de réponse technique.

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions définies par le CCTP, dans le présent article et à défaut par application de l'article 41 du CCAG-Travaux en vigueur à la date de signature du marché.

Les délais de applicables aux opérations relatives à la réception sont les suivants :

- Le titulaire informe par écrit le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle il estime que les travaux d'installation audiovisuelle sont achevés.
- Le maître d'œuvre convoque le titulaire pour les opérations préalables à la réception dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception de l'avis ou de la date d'achèvement indiquée, si elle est postérieure.
- Si le maître d'œuvre ne fixe pas la date dans ce délai, le titulaire en informe le maître d'ouvrage, qui dispose alors de 15 jours ouvrés pour fixer et notifier la date des opérations préalables à la réception.
- À défaut de fixation de la date par le maître d'ouvrage dans le délai imparti, la réception est réputée acquise à l'expiration de ce délai, soit 15 jours ouvrés après notification.

Le titulaire avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

12.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Les pénalités de retard suivantes sont applicables :

Pénalités	Occurrence	Valeurs en €	Précisions
Absence à réunion de chantier	Forfaitaire	50,00 €	Par réunion
Délai contractuel d'exécution ou de livraison	Forfaitaire	200,00 €	Par jour de retard
Remise des plans et autres documents à fournir après exécution	Forfaitaire	100,00 €	Par jour de retard
Document incomplet	Forfaitaire	100,00 €	Par document le jour de la réception.
Document manquant	Forfaitaire	300,00 €	Non remise d'un document demandé, par document et par constatation dument signalée (exemple note de calcul, DOE, garantie des matériels, assurance...etc.)
Mauvaise exécution ou inexécution	Forfaitaire	200,00 €	Après information au titulaire du lot concerné applicable à chaque manquement constaté et non résolu.
Non levée d'une réserve	Forfaitaire	100,00 €	Par réserve et par rapport au délai dont elle a été assortie dans le procès-verbal de réception des ouvrages

Manquement constaté aux règles relatives à la protection de l'environnement (déchets, nettoyage voirie...etc.)	Forfaitaire	300,00 €	Par manquement constaté et signalé et non résolu selon le délai imparti indiqué lors du signalement. : défaut de nettoyage du chantier, des voies publiques empruntées à proximité du chantier, absence de dispositif de nettoyage des engins avant sortie du chantier, dépôt de matériaux ou matériels en dehors des zones affectées, défaut de gestion des déchets...
--	-------------	----------	---

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le maître d'ouvrage applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Assurances du maître d'ouvrage

Les assurances souscrites ou à souscrire par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- Assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers lors de l'exécution des travaux

15 - Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché. Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire le Tribunal Administratif de Toulouse - 68 Rue Raymond IV – Téléphone : 05 62 73 57 57.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux